



Marché public n°25-3110-357

**PRESTATIONS DE CONCEPTION, D'AGENCEMENTS ET MENUISERIES
POUR DES SITES DU CROUS DE CRETEIL**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Table des matières

1	Identification des parties.....	3
1.1	L'acheteur	3
1.2	Le titulaire du marché.....	3
2	Contexte	3
3	Objet du marché.....	4
4	Allotissement du marché	4
5	Etendue géographique du marché.....	5
6	Technique d'achat durant le marché	5
7	Durée du marché.....	5
8	Documents contractuels	6
9	Modalités d'exécution.....	7
9.1	Intervenants au Crous de Créteil	7
9.2	Représentants du titulaire	7
9.3	Modalités d'attribution des marchés subséquents	8
10	Obligations du titulaire.....	8
10.1	Réalisation des prestations	8
10.2	Conditions de réalisation des prestations	9
10.3	Vérification des prestations	10
11	Caractéristiques générales de la fourniture.....	11
11.1	Définition de la fourniture	11
11.2	Compétences attendues dans le prix du marché	11
11.3	Annexes	12
12	Prix.....	13
12.1	Contenu des prix.....	13
12.2	Révision des prix	13
12.2.1	Clause de sauvegarde.....	14
12.2.2	Procédure de réajustement à la baisse.....	14
13	Facturation, délais de paiement et intérêts moratoires	14
13.1	Délais de règlement	14
13.2	Intérêts moratoires	15
14	Pénalités	15
15	Différends et litiges	16
16	Dérogations au CCAG-FCS	17

1 Identification des parties

1.1 L'acheteur

Pouvoir adjudicateur : Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de l'académie de Créteil ;

Adresse : 70, avenue du Général de Gaulle – Créteil 94000

Courriel : achat@crous-creteil.fr

1.2 Le titulaire du marché

Le titulaire du marché est l'opérateur économique ou le groupement qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution énumérés au sein du Règlement de Consultation (RC), sous-réserve de la production par celui-ci de l'ensemble des justificatifs administratifs demandés par le pouvoir adjudicateur.

2 Contexte

Le Crous de l'académie de Créteil a pour mission de gérer les services de proximité qui améliorent les conditions de vie des étudiants et de faciliter leur réussite universitaire. L'académie de Créteil s'étend sur les départements du Val-de-Marne, de Seine-Saint-Denis, et de Seine-et-Marne. Son action en direction des étudiants s'articule autour des axes suivants :

- le logement étudiant ;
- la restauration universitaire des étudiants ;
- l'action sociale à travers les bourses et l'aide spécifique annuelle.

Autour des valeurs de solidarité, de qualité et d'innovation, le Crous de l'académie de Créteil s'engage à :

- offrir un service moderne et de qualité aux étudiants ;
- agir au quotidien pour mieux prévenir les situations de précarité ;
- reconnaître les talents et valoriser les compétences de ses équipes ;
- accompagner l'attractivité des établissements.

Positionné au 5ème rang pour ses effectifs étudiants (166 000) et au 4ème rang pour ce qui concerne les boursiers (47 000), l'académie compte 5 621 places d'hébergements gérées par le Crous en 2023.

Territoire dynamique et à fort potentiel, l'académie présente le plus fort taux de croissance des effectifs étudiants et de boursiers sur le plan national.

Le Crous s'est engagé dans un ambitieux programme de développement de logements en vue de doubler son parc de logements dans les 10-15 années à venir.

Le Crous s'engage également dans un profond renouvellement de ses structures de restauration et d'hébergement ainsi que des espaces et lieux de vie étudiants avec pour objectifs de moderniser et rafraîchir ces espaces dédiés.

Toutes ces actions contribuent à affirmer l'identité et les missions premières du Crous et à conforter sa présence au sein des campus et des résidences.

3 Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations de conceptions, d'agencements et de menuiseries pour différents sites du Crous de Créteil

Selon le vocabulaire commun pour les marchés publics (CPV) établi par l'Union Européenne, l'objet du présent marché correspond à :

Code CPV	Description
45421000-4	Travaux de menuiserie
79931000-9	Service de décoration intérieur
45421153-1	Installation de meubles encastrés

Le pouvoir adjudicateur pourra demander au titulaire des fournitures complémentaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux soumissionnaires de proposer dans leurs offres des prestations supplémentaires non prévues au cahier des charges mais qui y seraient similaires, qu'il se réserve le droit de commander ou non. Dans ce cas :

- Le pouvoir adjudicateur adresse aux titulaires une demande de devis précisant la nature des prestations demandées ;
- Les titulaires doivent proposer une offre technique et financière pour ces prestations ;
- Le prix doit être fixé en cohérence au regard des prix pratiqués sur le marché ;
- Si les titulaires n'ont pas la capacité de répondre à cette demande exceptionnelle ou si les parties ne parviennent pas à un accord sur le prix ou la qualité de la prestation, le pouvoir adjudicateur aura la possibilité de passer par un tiers pour l'exécution de ces prestations exceptionnelles sans que les titulaires ne puissent y élever de contestations.

4 Allotissement du marché

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, le présent marché est passé en lot unique car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution de prestations.

5 Etendue géographique du marché

Le marché s'exécutera notamment sur différents sites du Crous de Créteil (Voir Dossier « Annexes » dans le DCE).

Les sites du Crous de Créteil sont répartis sur les départements 77, 93 et 94.

6 Technique d'achat durant le marché

Le présent marché a la forme d'un accord-cadre **multi-attributaires** (3 titulaires) à marchés subséquents, conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-12 du code de la commande publique. Les marchés subséquents prendront la forme de bons de commande après mise en concurrence des 3 attributaires.

Pour la durée globale du marché, ces fournitures font l'objet d'une facturation fondée sur les montants indiqués dans le bordereau de prix unitaires (BPU) annexé à l'offre.

Le marché ne prévoit pas de montant minimum consommable mais un montant maximum consommable de **990 000 € HT**.

Toutefois le prix du marché subséquent ne peut être supérieur au prix plafond proposé dans l'accord-cadre.

7 Durée du marché

- **L'accord-cadre**

La durée d'exécution du marché public est de douze (12) mois à compter de sa date de notification. Il peut être renouvelé pour une durée de douze (12) mois par tacite reconduction trois (3) fois à chaque date anniversaire.

- **Les marchés subséquents**

Les marchés subséquents peuvent être conclus durant toute la durée de validité de l'accord-cadre. La notification des marchés subséquents peut être émise au fur et à mesure de la survenance du besoin jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution ne puisse excéder 6 mois après l'expiration de l'accord cadre.

Un marché subséquent débute à la date de notification après la remise en concurrence des titulaires du lot intéressé et s'achève à la fin de la période de livraison/d'exécution des fournitures/services ou à la fin du délai d'exécution convenu lors de la conclusion du marché.

Les délais d'exécution sont fixés lors de la conclusion de chaque marché subséquent.

8 Documents contractuels

• L'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le présent accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales de Fournitures courantes et Services en vigueur au moment de la publication du marché ;
- Le Cadre de réponses techniques
- L'offre financière et technique du candidat.

• Les marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les marchés subséquents sont constitués par les pièces contractuelles ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) du marché subséquent ou le bon de commande et ses annexes ;
- La lettre de consultation du marché subséquent et ses annexes.
- L'offre du titulaire dans ce qu'elle engage ce dernier dans les modalités d'exécution du marché

9 Modalités d'exécution

9.1 Intervenants au Crous de Créteil

Crous de Créteil

Madame Virginie CATHERINE, Directrice Générale du Crous de Créteil

70 avenue de Général de Gaulle

94 000 Créteil

La personne en charge du suivi de l'exécution des prestations est :

Madame Fabienne MAITRE, Directrice de la Vie Etudiante;

Mail : vie.de.campus@crous-creteil.fr

Le service en charge du suivi du dossier administratif est :

La Division des Achats

Mail : achat@crous-creteil.fr

Le service en charge de la gestion des factures :

Mail : facturier@crous-creteil.fr

9.2 Représentants du titulaire

Les titulaires doivent désigner dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du Crous de Créteil pour l'exécution du marché.

Les titulaires s'engagent également à fournir une adresse électronique valide sur laquelle des commandes pourront être transmises.

Les titulaires sont tenus de notifier, sans délai, au Crous (achat@crous-creteil.fr), les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux changements d'intervenants dans le cadre de fusion, délocalisation, découpages géographiques ;
- aux personnes ayant le pouvoir d'engager la société ;
- à la forme juridique, sa raison sociale ou sa dénomination ;
- à l'adresse de son siège social ;
- au compte à créditer (un nouveau RIB devra impérativement être adressé au service de la commande publique du Crous de Créteil) ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

9.3 Modalités d'attribution des marchés subséquents

A la survenance du besoin, le service acheteur, envoie par mail aux titulaires une demande de devis décrivant les matériels et/ou prestations attendues.

L'attribution des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre se fait au moyen de bons de commande.

Chaque demande de devis du Crous de Créteil constitue un marché subséquent.

- A chaque survenance de besoin, la demande de devis du Crous de Créteil est envoyée aux titulaires du marché ;
- Le devis doit être renvoyé à achat@crous-creteil.fr ;
- Les titulaires s'engagent à répondre sous 14 jours calendaires aux demandes de devis, pour permettre au Crous d'analyser la meilleure offre et d'émettre ensuite les bons de commande au titulaire qui aura présenté la meilleure offre ;
- Le mail de validation du devis ayant répondu au mieux à la demande du Crous de Créteil constitue la notification du marché subséquent.

Les critères d'attribution seront déterminés, sur la base des pondérations préétablies dans le Règlement de consultation, dans la lettre de consultation de chaque marché subséquent lors de chaque la remise en concurrence.

10 Obligations du titulaire

10.1 Réalisation des prestations

- Chaque prestation pourra faire l'objet d'une reconnaissance des lieux en présence du donneur d'ordre ; Toute demande de prestation donnera lieu à l'établissement d'un devis de la part des titulaires ;
- Le pouvoir adjudicateur réalisera un bon de commande sur la base du devis validé, qui enclenchera le processus de commande. Aucune fabrication ne pourra être lancée sans bon de commande ;
- Les titulaires devront confirmer la faisabilité des mises en situations élaborées par le Crous et le cas échéant proposer des solutions alternatives ;
- Le Crous de Créteil relira et pourra valider les visuels graphiques et les plans d'installation proposés ;
- Les titulaires mettront en fabrication les éléments prévus et les stockeront jusqu'à la pose ;
- Des interventions correctives postpose pourront être demandées jusqu'à un mois après l'intervention initiale.

10.2 Conditions de réalisation des prestations

- **Lancement des marchés subséquents :**

Une réunion de lancement peut être organisée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, afin d'informer les titulaires de la consistance des premières commandes, pour définir le planning prévisionnel de réalisation, et pour remettre au titulaire les documents et plus généralement toutes les informations disponibles pour la réalisation des prestations.

- **Commandes :**

Les bons de commande sont délivrés par le Crous de Créteil à la suite de l'acceptation de la meilleure offre au marché subséquent par l'un des 3 titulaires.

Chaque intervention fera l'objet d'un bon de commande, après définition concertée d'un calendrier prévisionnel d'intervention.

Une concertation préalable pourra être prévue au démarrage de chaque mission pour définir les modalités d'intervention et apporter les explications nécessaires.

Les bons de commandes comportent :

- ❖ La référence du marché ;
- ❖ La dénomination précise des fournitures demandées ;
- ❖ La dépose éventuelle de l'existant ;
- ❖ La quantité commandée ;
- ❖ Le lieu, le délai de livraison et de pose ;
- ❖ Les prix correspondants.

Les bons de commande portent la signature du Directeur Général du Crous ou de son représentant.

La fourniture devra être livrée dans les délais fixés sur le bon de commande ou la lettre de consultation.

Les titulaires s'engagent à respecter les conditions d'exécution mentionnées dans son offre.

- **Livraison et point de livraison**

La livraison et la pose du mobilier pourront faire l'objet d'un rendez-vous préalable et confirmé des deux parties. Le Crous pourra être représenté par un maître d'œuvre.

Les titulaires sont réputés connaître parfaitement les sites et avoir pris connaissance des conditions géographiques de livraison afin de pouvoir ajuster sa logistique le cas échéant.

Les titulaires s'engagent à livrer et poser le mobilier dans les délais indiqués sur le devis.

Les principales adresses des lieux d'aménagement des espaces de vie étudiants du Crous de Créteil se trouvent en annexe du présent CCP.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrivage, le déchargement et la pose sont effectués sous sa responsabilité.

Les titulaires devront se référer à la liste de contacts des sites pour qu'ils puissent préparer leur venue, la livraison et l'installation de celle-ci.

Les titulaires devront :

- ❖ Respecter les accès des véhicules sur les lieux d'implantation de l'opération ;
- ❖ Respecter l'environnement (arbres, bâtiments, îlots, bordures, etc.) ;
- ❖ Perturber le moins possible le fonctionnement du service.

Si des dégradations sont constatées du fait des interventions du titulaire, elles seront à sa charge.

Pour chacune des installations réalisées, le Crous validera la livraison du chantier.

La livraison devra être accompagnée d'un bulletin de livraison établi en un original et une copie qui précise :

- ❖ Le nom et l'adresse du titulaire du marché ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ La référence à la commande et au marché ;
- ❖ Les caractéristiques précises de la fourniture livrée ;
- ❖ Les quantités livrées ;
- ❖ Les prix correspondants ;
- ❖ Le numéro du bon de commande associé ;
- ❖ Et des photos des prestations effectuées.

L'original du bulletin de livraison est destiné au Crous de Créteil. La copie, visée par celui-ci ou son représentant est remise au titulaire du marché subséquent ou son représentant.

10.3 Vérification des prestations

• Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat, les titulaires sont soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose aux titulaires dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Les titulaires s'engagent à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

• Opérations de vérifications des prestations :

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Conformément au chapitre V du CCAG FCS, le correspondant du Crous de Créteil peut selon les cas :

- ❖ Procéder à l'admission des prestations, conformément aux dispositions du CCAG FCS ;
- ❖ Décider d'ajourner l'admission des prestations, dans les conditions fixées par le CCAG FCS ;
- ❖ Appliquer une réfaction sur le montant de la commande lorsqu'il estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état (réduction selon l'étendue des imperfections constatées, conformément aux dispositions du CCAG FCS) ;
- ❖ Rejeter les prestations lorsque ces dernières ne peuvent être admises en l'état même avec réfaction. Les titulaires sont alors tenus d'exécuter à nouveau les prestations sous peine d'encourir les pénalités mentionnées dans l'article 14 du présent CCP.

11 Caractéristiques générales de la fourniture

11.1 Définition de la fourniture

Les matériaux utilisés devront répondre aux critères suivants :

- Bois massif ou bois lamellé-collé **exclusivement**, pour leur robustesse et leur durabilité. Les stratifiés sont proscrits ;
- Textiles techniques pour les assises : anti-tâches, lavables, résistants à l'usage collectif intensif ;
- Quincaillerie professionnelle : charnières, coulisses, fixations silencieuses, résistantes et garanties longue durée ;
- Matériaux classés au feu M1 minimum, conformes aux normes ERP ;
- Produits à faibles émissions de COV, garantissant une bonne qualité de l'air intérieur ;
- Intégration de prises électriques et ports USB dans certains mobiliers, avec réservations prévues pour le câblage ;

Commenté [LV1]: Elements fournis par SVEC

11.2 Compétences attendues dans le prix du marché

Il est attendu du titulaire qu'il remplisse plusieurs catégories de missions :

La mise en œuvre comprendra les étapes suivantes :

- Relevés de côtes sur site obligatoires avant toute fabrication, afin d'assurer l'adaptation parfaite aux contraintes architecturales ;
- Étude technique et plans de fabrication détaillés réalisés par l'entreprise, à faire valider avant lancement en production ;
- Fabrication sur mesure selon les plans validés, avec respect strict des dimensions, implantations et spécifications ;
- Pose et montage sur site : fixations solides, ajustements précis, finitions soignées sans défauts visibles ;
- Nettoyage complet en fin de chantier, évacuation des déchets et emballages en déchetterie ;

Exigences particulières

- Respect du concept esthétique défini par l'architecte d'intérieur : toute proposition ou modification devra être validée pour garantir la cohérence visuelle du projet ;
- Adaptation aux contraintes spécifiques des locaux : angles non droits, poteaux porteurs, gaines techniques, différences de niveaux, flux de circulation, zones de sécurité ;
- Durabilité et facilité d'entretien : matériaux résistants aux chocs, à l'usure et aux produits d'entretien courants ;
- Garantie décennale sur le mobilier et garantie de 15 ans sur la quincaillerie ;
- Respect impératif du planning, notamment les échéances liées à l'ouverture au public et à la rentrée universitaire ;

Une coordination étroite sera exigée avec les autres lots, notamment :

- Lot électricité : pour l'intégration et le raccordement des prises et ports USB dans le mobilier ;
- Maître d'œuvre et architecte d'intérieur : pour la validation des plans, matériaux et finitions ;
- Autres corps d'état : pour assurer la cohérence des interventions, éviter les interférences et garantir le bon déroulement du chantier ;

L'entreprise devra participer aux réunions de chantier et respecter les consignes de coordination transmises par le maître d'œuvre.

- **Conseil :**

Les titulaires conseilleront le Crous dans la définition du besoin au cours de la pré-visite.

- **Pose du mobilier**

Les titulaires devront contacter au préalable le Crous afin de définir une date de pose, et les conditions d'accès au site.

Les titulaires sont responsables de la détermination de toutes les étapes de la pose, de la définition et de la fourniture des matériels et des outils nécessaires. Ils font part au Crous de ce dispositif.

Les titulaires mettent en œuvre la pose et s'assurent du bon accomplissement de la prestation.

11.3 Annexes

1. Liste non exhaustive des bâtiments du Crous pour lesquels les commandes peuvent avoir lieu pour le marché.
2. Plans attendus
3. Photos des attendus

12 Prix

12.1 Contenu des prix

Le marché est conclu à prix unitaire.

Les prix unitaires s'entendent :

- En euros, avec au maximum 2 décimales si possible ;
- Hors taxes, franco de port et d'emballage à destination, sans qu'il y ait de minimum de commande ou de participation aux frais de traitement

Les prix comprennent toutes les dépenses y compris les charges fiscales, parafiscales, les frais afférents au conditionnement, à la gestion, à la facturation, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison pour chaque site du marché.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions ou suppressions de droit ou taxes intervenaient postérieurement à la date limite de réception des offres, le prix serait modifié en conséquence pour les livraisons auxquelles ces variations auraient été effectivement appliquées.

Le prix retenu, pour chaque marché subséquent, est fixé par les titulaires lors de la consultation.

12.2 Révision des prix

Les prix du marché sont révisables.

La première révision peut avoir lieu douze (12) mois à compter de la notification du marché.

Les titulaires sont tenus d'indiquer, au plus tard un mois avant la révision, le coefficient de variation des prix.

La formule de révision des prix comporte une partie fixe et une partie variable issue de l'application de l'indice INSEE.

La formule aboutissant sur le prix hors taxes révisé est la suivante :

Les prix sont révisables annuellement à la date anniversaire du marché selon les formules de révision ci-dessous. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Coût du travail :

$$P_n = P_o \times [0,2 + 0,8 \times (S_n/S_o)]$$

Dans laquelle :

P_n = prix révisé ;

P_o = prix initial du mois de remise des offres (mois **M0**) ;

S = Identifiant INSEE 010764262;

S_o = valeur de l'indice du mois de remise des offres (**M0**) ;

S_n = valeur du dernier indice définitif connu à la date de révision des prix.

12.2.1 Clause de sauvegarde

Il n'est pas prévu de clause de sauvegarde.

12.2.2 Procédure de réajustement à la baisse

Les titulaires s'engagent à faire bénéficier l'Administration de la baisse d'un prix dans le cadre de l'évolution du marché, résultant du jeu de l'offre et de la demande, mesurable et connue (indices statistiques, index, publications, barèmes, tarifs ou mercuriales) et plus généralement toutes données permettant de définir sans ambiguïté les prix de référence des matières premières entrant dans la composition des produits.

13 Facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

La facturation électronique est obligatoire via la plateforme Chorus Pro.

Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Chaque demande de paiement porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier ;
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Numéro du marché et éventuellement du bon de commande ;
- Prestation exécutée, définie avec exactitude ;
- Montant hors tva de la prestation exécutée ;
- Taux et montant de la tva ;
- Montant total tva incluse ;
- Date de facturation ;
- Numéro de la facture.

13.1 Délais de règlement

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait, en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif au délai maximum de paiement dans les marchés publics.

13.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires. Les intérêts moratoires sont dus pour les règlements intervenus au-delà des 30 jours après réception de la facture dans les conditions du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique NOR : EFIM1303282D

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir : Taux BCE, majoré de 8 points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

14 Pénalités

Les pénalités applicables aux marchés subséquents sont les suivantes, sauf dispositions particulières dans ces marchés.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG Fournitures courantes et service, les titulaires encourent, sans mise en demeure préalable, les pénalités définies ci-après.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont indiquées en euros hors-taxes.

Les retenues indiquées ci-dessous seront applicables du simple fait de la constatation, par le Crous de Créteil, du retard d'exécution, de l'absence de réponse aux bons de commandes ou du non-respect des moyens du personnel ou du matériel.

- Pénalités pour absence de demande de devis et de réponse aux bons de commandes : Toute absence de réponse à un bon de commande dans les délais impartis des deux jours ouvrés, fait encourir au titulaire de l'accord-cadre une pénalité de **300 € HT** par jour de retard, sauf pour le cas où le défaut de réponse serait justifié par un événement revêtant les caractéristiques de la force majeure.
- Pénalités pour retard d'exécution : Les titulaires encourent, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **300 € HT** par jour ouvré de retard en cas de non-respect des plannings organisationnels.

Autres stipulations

- Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire avec une pénalité de 3% correspondant à la somme restante du marché.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles

à sa bonne exécution. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire.

- Modalités d'application des pénalités :

Les pénalités définies au contrat sont cumulables. Le montant maximum des pénalités cumulées ne peut pas excéder 20 % du montant total HT du bon de commande.

- Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par les titulaires, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Toutes les autres résiliations prévues par le CCAG FCS restent applicables.

15 Différends et litiges

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si les titulaires sont établis dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, ils factureront leurs prestations hors T.V.A. et auront droit à ce que l'administration leur communique un numéro d'identification fiscal.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas, ou pour quelque motif que ce soit, les titulaires du marché ne sauraient se prévaloir des contestations qui pourraient subvenir entre eux et le pouvoir adjudicateur afin d'arrêter ou de suspendre, même momentanément, les prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec les titulaires un processus transactionnel prévu par les textes suivants :

- **Articles 2044 et suivants du code civil ;**
- **Circulaire du 6 février 1995 du Premier Ministre relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,** (NOR : PRMX9500645C),
- **Circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique** Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, JO du 18 septembre 2009 – NOR : ECEM0917498C).

Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Melun.

Greffe du Tribunal administratif de Melun,

43 rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630 - 77008 Melun Cedex.

Tél. : 01 60 56 66 30 - Fax : 01 60 56 66 10 – Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr.

16 Dérogations au CCAG-FCS

Pour tout ce qui ne déroge pas au CCP, le CCAG reste applicable.